

La Vía Campesina
 Secrétariat International
 Jalan Mampang Prapatan XIV No 5
 Jakarta Selatan 12790, Jakarta - Indonésie
 Tel +62 21 7991890
 Fax +62 21 7993426
viacampesina@viacampesina.org
 Contact Campagne Globale pour la Réforme
 Agraire : viacampesina_cgca@amnettgu.com
 Tel: +504 235 9915 // +504 232 2198

FIAN
 Secrétariat International
 P.O. Box 10 22 43
 69012 Heidelberg - Allemagne
 Tel + 49 6221 65300 30
 Fax +49 6221 830545
fian@fian.org

Campagne Globale pour la Réforme Agraire

Réseau d'urgence

0712AECU

12.07.07

Equateur : Les terres de paysans occupées à La Tranca, province de Los Ríos

Le 18 mai dernier, des civils armés et des militaires accompagnés de personnes qui se prétendaient propriétaires du domaine San Vicente ont violemment occupé les terres de 57 paysans organisés dans l'association de travailleurs agricoles "La Tranca". Depuis lors, des gardes armés refusent aux paysans l'entrée sur le domaine et l'accès à leurs rizières.

Face à cette situation, il est urgent de demander aux Autorités équatoriennes de protéger immédiatement le droit à l'alimentation des paysans. Merci de bien vouloir envoyer une lettre au Ministre de l'Agriculture et au Ministre de l'Intérieur. Merci d'envoyer également une copie à la Commission des Droits de l'Homme du Diocèse.

Contexte

Depuis plus de 24 ans, les paysans de l'association de travailleurs agricoles "La Tranca" se battent pour un titre de propriété de la terre qu'ils travaillent sur le domaine "San Vicente": 505 hectares à La Tranca, dans la paroisse de Pimocha, province de Los Ríos. Ces terres font l'objet d'un conflit parce que les héritiers de Monsieur Endor Aragundi Echavarría affirment qu'ils en sont les propriétaires. Des actions violentes à l'encontre des paysans, comme celle du 18 mai dernier, montrent l'intensité du conflit. Le 13 juin, une commission gouvernementale a tenté de visiter le domaine afin de préparer un rapport sur la situation actuelle de la propriété et de l'utilisation des terres. Cependant, les propriétaires autoproclamés ont empêché l'entrée de la commission sur le domaine.

Le bureau de l'Institut National pour le Développement Agraire (INDA) dans le district de Guayaquil a émis plusieurs décrets contradictoires en défaveur des paysans de La Tranca. Le 1^{er} mars dernier, l'INDA de Guayaquil a émis un décret qui met fin à la procédure d'expropriation du domaine, demandée par les paysans. Ce décret empêche toute solution du conflit par le biais de l'INDA mais la possibilité d'une action juridique par les paysans devant les tribunaux demeure possible. Néanmoins, l'INDA de Guayaquil n'en avait pas fini avec ses décrets contradictoires puisque le 29 mai, un nouveau décret demandait au Gouverneur et à la Police de Los Rios de donner des garanties à la famille Aragundi Rodriguez, héritiers

supposés de M. Aragundi Echavarría, justifiant ainsi l'occupation du domaine du 18 mai et la prise de possession des récoltes de riz des paysans. L'INDA n'a pas tenu compte du fait que deux actions en justice étaient déjà engagées par les paysans.

De plus, les droits civils des paysans et de leurs soutiens sont violés. Le Père Eduardo Aguirre, prêtre de l'église El Cafetal et Jesús Narváez Quinto, Secrétaire Exécutif de la Commission des Droits de l'Homme du diocèse ont été menacés, accusés de subversion et poursuivis en justice. Les femmes de l'association qui continuent de résister courageusement ont été menacées et attaquées par les gardes de la famille Aragundi Rodríguez. Les paysans pensent que les héritiers présumés veulent prendre possession des terres pour pouvoir les revendre ensuite aux propriétaires de l'hacienda Isabel Maria, voisine du domaine et qui comporte 1700 ha de plantations de canne à sucre.

Mandat du réseau d'urgence.

En tant qu'Etat partie au Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels, l'Equateur est dans l'obligation de protéger le droit à l'alimentation dans la région de La Tranca, où les indicateurs de pauvreté sont parmi les plus hauts de la Province de Los Rios. Il est important d'intervenir rapidement afin de protéger les rizières des paysans. Elles sont essentielles pour le paiement des prêts qui leur permettent de cultiver ces terres, seul moyen de se nourrir par eux-mêmes. Les Ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur doivent prendre des mesures urgentes pour garantir aux paysans l'accès aux terres et la récolte de leur riz. Ils doivent également trouver une solution au conflit qui protège et garantisse le droit à l'alimentation des paysans de La Tranca.

Fin de l'action: 31 août 2007

Adresses:

Ing. Carlos Vallejo Ministerio de Agricultura y Ganadería Av. Amazonas y Eloy Alfaro Fax: (00593) 2 256 45 31 Email: ministro@mag.gov.ec	Copie a: Dr. Gustavo Larrea Ministerio de Gobierno Benalcázar N4-24 y espejo Fax: (00593) 2 257 08 73 Email: ministro@mag.gov.ec	Lcdo. Jesús Narváez Comisión Diocesana de Derechos Humanos Apartado Postal 12 - 01 - 180 Fax: (00593) 5 273 22 17 Email: codhulr@ecua.net.ec
---	---	---

Merci de tenir FIAN informé des réponses à vos lettres.

Traduction de la lettre proposée :

Cher Monsieur,
 J'ai pris connaissance de la situation des 57 paysans de l'Association des Travailleurs Agricoles « La Tranca », qui travaillent la terre du domaine San Vicente dans la région de La Tranca, Province de Los Rios. Selon mes informations, le vendredi 18 mai de cette année, des membres de la famille Aragundi Rodríguez sont entrés dans le domaine. Ils étaient accompagnés de civils armés et de militaires qui ont tiré en direction des paysans. Depuis lors, des gardes armés des propriétaires supposés interdisent l'entrée dans le domaine et l'accès aux cultures des paysans. De plus, le 13 juin dernier, ils ont empêché l'entrée d'une commission

gouvernementale qui voulait enquêter sur la situation actuelle de la propriété du domaine et de son exploitation.

Le bureau de l'Institut National pour le Développement Agricole de Guayaquil (INDA) Guayaquil issued various contradictory decrees to the disadvantage of the La Tranca peasants and which were interpreted as a justification for the occupation of the estate on May 18 and for the subsequent take over of the peasants' paddy crops.

The situation has been even further aggravated by the fact that the civil rights of the workers and their supporters are also violated. Father Eduardo Aguirre, priest of El Cafetal Church, and Lcdo. Jesús Narváez Quinto, Executive Secretary of the Human Rights Commission of the Diocese have been threatened, and accused as subversives. Court cases have been brought against them. Meanwhile the women of the Association who bravely continue to resist, have been threatened and attacked by security guards of the Aragundi Rodríguez family.

Dear Minister, Ecuador is a State Party to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, and therefore duty-bound to respect and protect the right to adequate food of the 57 peasants in La Tranca. Therefore, the Ecuadorian state is obliged to protect the La Tranca peasants' access to land and productive resources against attacks by third parties, and the obligation to abstain from promoting any practice which destroys or impedes such access. Occupying the La Tranca peasants' lands and preventing their access to their lands and crops constitute an offense of international human rights law.

In view of the situation described above and in consideration of the human rights obligations undertaken by the state of Ecuador, I want to ask you very respectfully to take all the measures necessary in order to:

- Guarantee immediately the access of the peasants of La Tranca to their lands and crops.
- Carry out the pertinent investigations to establish the responsibilities and corresponding sanctions for those officers in INDA who were involved in the occupation of the La Tranca peasants' lands.
- Resolve the land conflict on the San Vicente estate in a form which protects and fulfils the La Tranca peasants right to food;
- Grant personal guarantees for Father Padre Eduardo Aguirre, priest of El Cafetal church, and Lcdo. Jesús Narváez Quinto, Executive Secretary of the Human Rights Commission of the Diocese, and to the inhabitants of La Tranca, in particular the women of the Association of Agricultural Workers "La Tranca".

Yours sincerely,

Ing. Carlos Vallejo
Ministerio de Agricultura y Ganadería
Av. Amazonas y Eloy Alfaro
Fax: (00593) 2 256 45 31
Email: ministro@mag.gov.ec

De mis consideraciones,

Tengo conocimiento de la situación que confrontan los/as 57 campesinos/as de la Asociación de Trabajadores Agrícolas "La Tranca", que trabajan desde hace 24 años el predio "San Vicente" en el recinto La Tranca, provincia de Los Ríos. Según mis informaciones, el día viernes 18 de mayo del presente año, los señores Aragundi Rodríguez ingresaron al predio acompañados de civiles armados y militares disparando hacia los/as campesinos/as. Desde entonces, guardias armados de los supuestos propietarios prohíben la entrada al predio y la cosecha del arroz a los/as campesinos/as; incluso han impedido la entrada a una comisión gubernamental que el 13 de junio ha querido investigar la situación actual de tenencia y explotación del predio.

La dirección distrital del Instituto Nacional de Desarrollo Agrario (INDA) Guayaquil ha emitido diversas providencias contradictorias que han perjudicado a los/as campesinos/as de La Tranca y han sido interpretadas como aval de la ocupación del predio dada el 18 de mayo y la subsecuente usurpación de los sembríos de arroz cultivados por los campesinos/as. La situación es aún mucho más preocupante, ya que los derechos civiles de los/as trabajadores/as y sus defensores están siendo también violados. El Padre Eduardo Aguirre Párroco de la Iglesia El Cafetal y el Lcdo. Jesús Narváez Quinto, Secretario Ejecutivo de la Comisión Diocesana de Derechos Humanos, están siendo amenazados, acusados de subversión y enjuiciados, mientras que las mujeres de la asociación, quienes están defendiendo valientemente la ocupación de sus territorios, ya han sido amenazadas y atacadas por guardias de seguridad de los Aragundi Rodríguez.

Sr. Ministro, Ecuador es Estado Parte del Pacto Internacional de Derechos Humanos Económicos, Sociales y Culturales (PIDESC), y por lo tanto está en la obligación de proteger y respetar el derecho a la alimentación adecuada de las/os 57 campesinas/os del recinto La Tranca. En este sentido, el Estado ecuatoriano tiene la obligación de proteger de ataques por parte de terceros el acceso a la tierra y los recursos productivos de la población de La Tranca, así como también tiene la obligación de abstenerse de auspiciar cualquier práctica que destruya o impida este acceso. La ocupación de la tierra de los/as campesinos/as de La Tranca constituye entonces una infracción del derecho internacional de derechos humanos al privar a este grupo del acceso a tierras y a su cosecha.

Considerando lo arriba expuesto y en virtud de las obligaciones asumidas por el Estado Ecuatoriano en materia de Derechos Humanos, le pido muy respetuosamente que tomar todas las medidas a su alcance para que:

- Se garantice inmediatamente a los/as campesinos/as del recinto La Tranca acceso a sus tierras y cosecha;
- Se realicen las investigaciones pertinentes para establecer las responsabilidades y sanciones correspondientes a los funcionarios y servidores del INDA involucrados en la ocupación de la tierra de los/as campesinos/as de La Tranca;

- Se resuelva el litigio de tierras del predio San Vicente de manera que se proteja y garantice el derecho a la alimentación de los/as campesinos/as de La Tranca;
- Se otorgue garantías personales al Padre Eduardo Aguirre, Párroco de la Iglesia El Cafetal, y al Lcdo. Jesús Narváz Quinto, Secretario Ejecutivo de la Comisión Diocesana de Derechos Humanos, así como a las/los habitantes del recinto La Tranca en especial las mujeres que forman parte de la Asociación de Trabajadores Agrícolas "La Tranca".

Atentamente,